

Opération : 5220

## MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

### ACTE D'ENGAGEMENT

Bâtiment Stendhal

*Marché n° 2020 011 PATMOSP*

**Maître d'ouvrage : UNIVERSITE GRENOBLE ALPES**

Adresse : DGD APAL - Direction de la prospective et des projets immobiliers – CS 40700 – 38058 Grenoble cedex 9

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique : Le responsable Marchés Publics – DIRAFIP / DGD APAL

Copie de l'original, délivrée en unique exemplaire pour être remis à l'établissement de crédit en cas de cession de créances ou de nantissement dans les conditions de l'article R.2191-46 du code de la commande publique.

Date ..... Signature .....

L'exemplaire unique pourra être remplacé au gré du maître d'ouvrage par le certificat de cessibilité.

Comptable assignataire : Monsieur l'Agent comptable de l'Université Grenoble-Alpes.

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme désigné ci-dessus

**Ouvrage :**

Exercice du rôle de maître d'œuvre pour la restructuration du bâtiment Stendhal situé sur le campus de Saint Martin d'Hères (Isère) – rue des Universités

Date de notification le : .....

*Cette notification vaut ordre de commencer les prestations.*

*tu.*

# SOMMAIRE

<b>1. Contractant (le maître d'œuvre est une personne physique)</b>	<b>3</b>
<b>2. Contractant (le maître d'œuvre est une personne Morale)</b>	<b>4</b>
<b>1. Contractant (le maître d'œuvre est un groupement de personnes)</b>	<b>5</b>
<b>2. Objet du marché</b>	<b>9</b>
2.1. Caractéristiques principales et conditions d'exécution	9
2.2. Contrôle technique	10
2.3. Ordonnancement, pilotage, coordination	10
2.4. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	10
2.5. Mode d'attribution des travaux	10
2.6. Durée du marché	11
<b>3. Mission du Maître d'œuvre – délais d'exécution</b>	<b>12</b>
3.1. Domaine	12
3.2. Mission confiée au Maître d'œuvre	12
3.3. Etudes d'exécution	13
3.4. Délai d'établissement des documents à remettre par le maître d'œuvre et de remise de la proposition de réception du maître d'œuvre	13
3.5. Délai d'acceptation	14
3.6. Dossiers à fournir par le maître d'œuvre	14
<b>4. Engagement sur le coût des travaux</b>	<b>15</b>
<b>5. Seuils de tolérance</b>	<b>15</b>
<b>6. Montant des honoraires</b>	<b>15</b>
6.1. Montant forfaitaire de la rémunération du maître d'œuvre	15
6.2. Décomposition du prix forfaitaire par élément de mission et par cotraitant en cas de groupement conjoint le cas échéant	16
6.3. Conséquence financière de la non exécution ou de l'exécution d'une tranche optionnelle : application d'une indemnité de dédit ou d'un rabais	16
6.4. Prise en compte de l'indemnisation	16
<b>7. Forme du prix</b>	<b>16</b>
<b>8. Sous-traitance</b>	<b>16</b>
<b>9. Avance</b>	<b>17</b>
<b>10. Règlement des comptes</b>	<b>17</b>
10.1. Règlements	18
10.2. Délai de paiement	19
10.3. Retenue de garantie	19
<b>11. Pièces à produire par le cocontractant</b>	<b>19</b>
<b>12. Acceptation de l'offre</b>	<b>20</b>

EL

## 1. CONTRACTANT (LE MAITRE D'ŒUVRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE)

Je soussigné, contractant unique, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "LE MAITRE D'ŒUVRE"

M..... agissant en  
mon nom personnel,

domicilié à .....

.....

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître de l'ouvrage conformément à l'article 3 du CCAP :

.....  
.....;

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET : .....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières à exécuter les missions confiées aux conditions ci-après, qui constituent mon offre.

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie : .....

N° Police : .....

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 8 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

### 1<sup>er</sup> sous-traitant

### 2<sup>ème</sup> sous-traitant

### 3<sup>ème</sup> sous-traitant

Compagnie : ..... .....

N° police : ..... .....

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 180 (cent quatre vingt) jours à compter de la date limite de réception des offres finales.

EC



## 2. CONTRACTANT (LE MAITRE D'ŒUVRE EST UNE PERSONNE MORALE)

Je soussigné, contractant unique, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "LE MAITRE D'ŒUVRE"

M .....

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée .....

ayant son siège social à .....

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître de l'ouvrage conformément à l'article 3 du CCAP :

.....  
.....;

Forme de la société..... Capital .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET : .....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières à exécuter les missions confiées aux conditions ci-après, qui constituent l'offre pour laquelle j'interviens,

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encours :

Compagnie : .....

N° Police : .....

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 8 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

1<sup>er</sup> sous-traitant

2<sup>ème</sup> sous-traitant

3<sup>ème</sup> sous-traitant

Compagnie : .....

N° Police : .....

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 180 (cent quatre vingt) jours à compter de la date limite de réception des offres finales.



## 1. CONTRACTANT (LE MAITRE D'ŒUVRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES)

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contraindre le groupement attributaire à revêtir la forme d'un **groupement conjoint avec mandataire solidaire** dans le cas où il n'aurait pas candidaté sous cette forme.

NOUS soussignés,

☒ cotraitants conjoints,

☒ cotraitants solidaires,

engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, désignées dans le marché sous le nom "LE MAITRE D'ŒUVRE" ou "le titulaire"

### • 1<sup>er</sup> cocontractant

#### ○ (cas d'une personne morale)

Monsieur Enri CHABAL, Gérant

agissant au nom et pour le compte de la société : **CHABAL ARCHITECTES**

Ayant son siège social : 8, rue Charles Testoud – 38000 GRENOBLE .....

Forme de la société : ..... SARL ..... capital : 50 000 € .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET : ..... 385 291 737 00034 .....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : ..... 7111Z .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : ..... 385 291 737 R.C.S Grenoble .....

#### ○ (cas d'une personne physique)

M. .... agissant en  
mon nom personnel,

domicilié à .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET : .....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

La société (Cas de la personne morale) ..... représentée par M. ....

ou Monsieur (Cas de la personne physique) ....., dûment mandaté à cet effet, est le  
**mandataire du groupement conjoint, solidaire de chacun des membres du groupement** pour ses obligations contractuelles à l'égard de la maîtrise d'ouvrage,

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître de l'ouvrage conformément à l'article 3 du CCAP :

.....  
.....;

### • 2<sup>e</sup> cocontractant

#### ○ (cas d'une personne morale)

Monsieur Alain BASTIDE, Président

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée : **SAS SORAETEC**

ayant son siège social à ..... Le Rayon Vert – 2, rue de la Viscose - 38130 ECHIROLLES

Forme de la société ..... SAS ..... Capital : ..... 50 000 € .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET :..... 327 851 564 00051.....  
Code la nomenclature d'activité française (NAF) :..... 71.12 B .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....327 851 564 R.C.S. Grenoble .....

○ **(cas d'une personne physique)**

M..... agissant en  
mon nom personnel,

domicilié à .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET :.....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

• **3<sup>e</sup> cocontractant**

○ **(cas d'une personne morale)**

Monsieur Jérôme VUILLERMET, Cogérant

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée : **CET « CONSEIL – ETUDES – TRAITEMENTS »**

ayant son siège social à .....47, Chemin de la Taillat - 38240 MEYLAN.....

Forme de la société..... SARL..... Capital.....126 000 €.....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET :..... 068 501 196 00023.....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) :..... 71.12 B .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....068 501 196 R.C.S. Grenoble .....

○ **(cas d'une personne physique)**

M..... agissant en  
mon nom personnel,

domicilié à .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET :.....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

• **4<sup>e</sup> cocontractant**

○ **(cas d'une personne morale)**

Madame Flore MARCHAIS, Gérante

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée : **EURL PE2C**

ayant son siège social à .....76, Rue d'Italie Les Abrets - 38490 LES ABRETS-EN-DAUPHINE .....

Forme de la société.....EURL ..... Capital .....7 622.45 €.....

- Immatriculée à l'INSEE : 421293754

Numéro SIRET :.....421 293 754 00022.....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....RCS Vienne 421293754

○ **(cas d'une personne physique)**

M..... agissant en mon nom personnel,

domicilié à .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET :.....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

EL

• **5<sup>e</sup> cocontractant**

○ **(cas d'une personne morale)**

Monsieur Arnaud Alain BEAUGEARD, Gérant

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée : **CANOPÉE**

ayant son siège social à .....47, Chemin de Taillat - 38240 MEYLAN.....

Forme de la société.....SARL..... Capital .....45 000 € .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET : ..... 529 363 624 00014.....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : ..... 71.12 B .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....529 363 624 R.C.S. Grenoble.....

○ **(cas d'une personne physique)**

M.....agissant en mon nom personnel,

domicilié à .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET : .....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

• **6<sup>e</sup> cocontractant**

○ **(cas d'une personne morale)**

Monsieur Frédéric DUBOIS.....

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée : **EAI « EUROPE ACOUSTIQUE INGENIERIE »**

ayant son siège social à .....22, Rue Ludovic Bonin - Bâtiment K - 69200 VÉNISSIEUX.....

Forme de la société.....SARL..... Capital .....20 000 € .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET : ..... 350 622 775 00079.....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : ..... 71.12 B .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....350 622 775 R.C.S. Lyon.....

○ **(cas d'une personne physique)**

M..... agissant en mon nom personnel,

domicilié à .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET : .....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

• **7<sup>e</sup> cocontractant**

○ **(cas d'une personne morale)**

Monsieur Hugues de FERRIER de MONTAL

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée : **H2MPC PAYSAGE CONCEPT**

ayant son siège social à .....Le Mollard - 38700 Le SAPPEY-EN-CHARTREUSE.....

Forme de la société.....SARL..... Capital .....5 000 € .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET : ..... 522 538 842 00017.....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....522 538 842 R.C.S. Grenoble.....

EC.



○ **(cas d'une personne physique)**

M..... agissant en mon nom personnel,  
domicilié à .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET : .....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

• **8° cocontractant**

○ **(cas d'une personne morale)**

Madame Sylvie PIARD, Gérante

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée : **PROMAN**

ayant son siège social à .....27, Allée Albert Sylvestre – 73000 CHAMBÉRY .....

Forme de la société.....SARL..... Capital .....€ .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET : .....493 314 108 000 25 .....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

○ **(cas d'une personne physique)**

M..... agissant en mon nom personnel,  
domicilié à .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET : .....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

• **9° cocontractant**

○ **(cas d'une personne morale)**

Monsieur Marc FURY, Gérant

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée : **MINOS Group**

ayant son siège social à .....3, Rue des Pins - Bâtiment B – 38100 GRENOBLE.....

Forme de la société.....SARL..... Capital ..4220€.....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET : .....501 681 712 00029.....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : ..... 6831Z .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : ..... 501 681 712 R.C.S. Grenoble.....

○ **(cas d'une personne physique)**

M..... agissant en mon nom personnel,  
domicilié à .....

- Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET : .....

Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

- NOUS ENGAGEONS, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières à exécuter les missions confiées aux conditions ci-après, qui constituent l'offre du groupement que nous avons constitué,

- AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons :

	<u>1<sup>er</sup> cocontractant</u>	<u>2<sup>ème</sup> cocontractant</u>	<u>3<sup>ème</sup> cocontractant</u>
Compagnie :	.....MAF.....	.....MAF.....	.....MAF.....
N° police :	.....131524/B .....	.....76565/S.....	.....78036/S.....
	<u>4<sup>ème</sup> cocontractant</u>	<u>5<sup>ème</sup> cocontractant</u>	<u>6<sup>ème</sup> cocontractant</u>
Compagnie :	...L'Auxiliaire.....	.....EUROMAF.....	.....Allianz.....
N° police :	... 047-994016.....	.....7004708/S.....	...57884401.....
	<u>7<sup>ème</sup> cocontractant</u>	<u>8<sup>ème</sup> cocontractant</u>	<u>9<sup>ème</sup> cocontractant</u>
Compagnie :	.....EUROMAF.....	...L'Auxiliaire....	.MSIG Insurance Europe AG
N° police :	.....7004508/S...	.....050-160106...	.....F210.16.0482.....

- CONFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 8 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurance garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

	<u>1<sup>er</sup> sous-traitant</u>	<u>2<sup>ème</sup> sous-traitant</u>	<u>3<sup>ème</sup> sous-traitant</u>
Compagnie :	.....	.....	.....
N° police :	.....	.....	.....

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 180 (cent quatre vingt) jours à compter de la date limite de réception des offres finales.

## 2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent acte d'engagement concerne l'opération de réhabilitation du Bâtiment Stendhal .

### 2.1. Caractéristiques principales et conditions d'exécution

Lieu : Bâtiment Stendhal, rue des Universités – 38400 Saint Martin d'Hères –

Objectifs principaux de l'opération :

Les objectifs de cette opération sont multiples ; il s'agit à la fois de :

- Redonner du sens et de la rationalité à l'occupation du bâtiment en regroupant physiquement d'une part les entités (laboratoires, UFR, ...) et d'autre part les locaux dédiés à l'enseignement dans les étages inférieurs en priorité pour limiter la circulation d'un grand nombre d'étudiants dans les étages supérieurs,
- Accompagner le développement des laboratoires de recherche des disciplines lettres, arts, langues et langage (LIDILEM, Litt&Arts, ILCEA4) en modernisant et adaptant leurs locaux,
- Moderniser les espaces d'enseignement pour permettre l'accueil de pédagogies multiformes, y compris innovantes (travail en groupe, équipements de connexion / interactivité renforcés pour certaines salles),
- Créer / aménager des espaces de travail multiformes, en libre accès et en accès contrôlé, pour les étudiants,
- Regrouper les deux espaces documentaires spécialisés arts/lettres/langues/langage et moderniser les espaces ad-hoc pour y adosser la fonction de Learning Center,
- Finaliser la mise en accessibilité des parties du bâtiment concernées par ces usages (c'est-à-dire les locaux accessibles aux étudiants non encore traités).



## Décomposition du marché en tranches :

Le programme vise un large périmètre au sein du bâtiment Stendhal. L'ensemble des travaux décrits au programme ne peut être intégralement financé dans le cadre de cette opération sur l'ensemble du bâtiment.

Pour la définition des travaux, le MOE proposera, en lien avec les scénarios fonctionnels, des périmètres d'intervention quantifiés par lot pour permettre à l'UGA de définir les travaux relevant de la tranche ferme (phase 1) et de la tranche optionnelle (phase 2). Le périmètre de chaque tranche sera arrêté au plus tard à l'issue de la phase APD.

Sur le plan fonctionnel, dans le cadre du DIAG et au regard du programme, le MOE étudiera au moins 3 scénarios de réorganisation et d'aménagement des locaux. Le scénario retenu à l'issue du DIAG sera mis au point et approfondi à partir de l'APS.

La description détaillée du contenu des éléments de mission figure en annexe 1 du CCAP.

Il est prévu une décomposition en tranches de la façon suivante :

### o Tranche ferme : Rénovation du bâtiment Stendhal

- Conception jusqu'en APD pour les travaux relevant des phases 1 et 2,
- Poursuite de la conception et suivi des travaux jusqu'à la fin de l'année de parfait achèvement pour les travaux de la phase 1.

Montant de travaux phase 1 : 4 400 000 € HT

### o Tranche optionnelle 1 : Travaux complémentaires de rénovation

Fin de la conception (PRO/DCE) et suivi des travaux jusqu'à la fin de l'année de parfait achèvement pour les travaux de la phase 2.

Montant de travaux phase 2 : 1 400 000 € HT

Les travaux relevant de la tranche optionnelle devront s'inscrire dans la continuité de ceux de la tranche ferme mais devront rester indépendants de celle-ci. En effet, si la tranche optionnelle ne peut être affirmée le contenu de la tranche ferme ne devra pas être impacté.

Il est ainsi prévu 2 dépôts de demande d'autorisation administrative, et 2 consultations des entreprises.

## 2.2. Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage ou son représentant sera assisté d'un contrôleur technique agréé assurant la mission suivante : LP, PS, LE, SEI, Hand et attestation de vérification Hand, vérification initiale des installations électriques.

Nom et adresse du contrôleur technique : en cours de désignation.

Le concepteur devra lui soumettre pour avis l'ensemble des dossiers d'études. Le concepteur devra obtenir l'avis favorable de celui-ci sur les dispositions techniques retenues, tant au niveau des études, que de l'exécution des travaux.

## 2.3. Ordonnancement, pilotage, coordination

La mission OPC est confiée au maître d'œuvre.

Il est néanmoins précisé que la personne physique qui sera en charge de cette mission complémentaire sera distincte de celle en charge de la mission DET.

## 2.4. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

La mission SPS sera confiée à un prestataire en cours de désignation.

## 2.5. Mode d'attribution des travaux

L'attribution des travaux est prévue par marchés séparés.



## 2.6. Durée du marché

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre est de 66 mois à compter de la notification du marché (dont 12 mois de Garantie de Parfait Achèvement « GPA »)

Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie des travaux réalisés dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAP.

Le marché ne sera pas reconduit.

Les délais partiels d'exécution de la prestation sont définis à l'article 3.4 ci-dessous.

Les délais d'exécution de chacune des tranches sont fixés comme suit :

Tranche ferme : 66 mois (y compris GPA) à compter de la notification du marché ou de la date fixée dans l'OS de démarrage comme indiqué ci-dessus.

Tranche optionnelle 1 : 36 mois (y compris GPA)

Les délais d'exécution des tranches optionnelles partent à compter de la date fixée soit par la décision d'affermissement de chacune des tranches qui sera notifiée au titulaire, soit par l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations de la tranche considérée.

Délais limites d'affermissement des tranches optionnelles à compter de l'origine du délai contractuel de la tranche ferme ou date limite d'affermissement :

Tranche optionnelle 1 : 40 mois

Si la décision du maître de l'ouvrage d'affermir la tranche ou de renoncer à l'exécution de la tranche optionnelle ne lui est pas notifiée dans ce délai, ou le cas échéant postérieurement à ce délai, le titulaire peut mettre en demeure le maître de l'ouvrage de décider d'affermir ou non la tranche optionnelle. En l'absence d'une décision du maître de l'ouvrage notifiée au titulaire dans un délai de 15 jours de la réception de la notification de la demande, les parties sont déliées de toute obligation pour cette tranche sans préjudice de l'application des indemnités d'attente ou de dédit dans les conditions définies au présent marché le cas échéant .

Le cas échéant, dans ce délai, le maître de l'ouvrage pourra proposer au titulaire le report de la date limite d'affermissement. Si le titulaire en est d'accord, un avenant fixera les modalités de ce report (nouveau délai d'affermissement, indemnisation éventuelle, nouvelle indemnisation d'attente ou de dédit, modifications affectant le cas échéant la durée d'exécution globale du marché).

En tout état de cause, à l'expiration du délai d'exécution global du marché, éventuellement prolongé, le pouvoir adjudicateur sera considéré comme ayant renoncé à l'exécution des tranches optionnelles non encore affermies.

### → Indemnité d'attente :

Il ne sera pas fait application d'une indemnité d'attente

### 3. MISSION DU MAÎTRE D'ŒUVRE – DELAIS D'EXECUTION

#### 3.1. Domaine

Opération en restructuration / réhabilitation.

#### 3.2. Mission confiée au Maître d'œuvre

Le contenu des éléments de mission confiés au titulaire est fixé au titre III du livre IV de la partie 2 du code de la commande publique ainsi que dans l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Il est complété par l'annexe 1 au CCAP, en particulier pour la mission DIAG.

Les éléments relevant de la MISSION DE BASE sont marqués d'un ""

(Nota : la mission de base peut évoluer en fonction du mode de consultation des entrepreneurs – Article L.2431-3 du code de la commande publique)

MISSION	ABREVIATION	Travaux phase 1	Travaux phase 2
Diagnostic	DIAG	TF	
Etudes d'avant-projet sommaire*	APS*	TF	
Etudes d'avant-projet définitif*	APD*	TF	
Etudes de projet*	PRO*	TF	TO 1
Assistance à la passation des contrats de travaux *	ACT*	TF	TO 1
Etudes d'exécution et de synthèse pour l'ensemble des lots	EXE	TF	TO 1
Direction de l'exécution des travaux *	DET*	TF	TO 1
Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement *	AOR*	TF	TO 1

TF : tranche ferme – TO 1 : tranche optionnelle 1

Toutes les fois que celle-ci s'impose, la mission de coordination en matière de Système Sécurité Incendie (SSI), telle que définie par les textes réglementaires et normes en vigueur, notamment les normes 61-931 à 61-939 et leurs normes associées, ainsi que leur guide d'utilisation référencé NF S 61-949, est intégrée dans la mission du maître d'œuvre.

Nota important : L'université Grenoble Alpes portera une attention particulière à l'optimisation du coût global de l'opération et en ce sens les éléments missions décrits dans l'annexe au CCAP intègrent des attendus spécifiques par phase.

**Eléments de missions complémentaires**, selon descriptif indiqué à l'article 1.4 du CCAP :

- Mission complémentaire relative aux équipements audiovisuels et à la signalétique;
- Mission relative à l'ordonnement au pilotage et à la coordination ;

Pour l'application des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le maître d'œuvre est le responsable du projet pendant toutes les phases de l'opération. Il assure à ce titre toutes les obligations du responsable du projet à l'exception, s'il n'a commis aucune faute dans l'exécution de cette mission, de la prise en charge financière des conséquences de la découverte d'ouvrages, de modifications ou d'extensions d'ouvrages.



### 3.3. Etudes d'exécution

Le maître d'œuvre est chargé des études d'exécution des ouvrages, pour l'ensemble des lots de travaux.

Si l'entrepreneur est chargé de l'établissement de tout ou partie des études d'exécution des ouvrages, ces documents seront soumis au visa du maître d'œuvre et au visa du contrôle technique, s'il y a lieu, préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG travaux.

### 3.4. Délai d'établissement des documents à remettre par le maître d'œuvre et de remise de la proposition de réception du maître d'œuvre

Les délais stipulés ci-dessous sont fixés en semaines pour les documents d'études et en jours pour la remise de la proposition de réception du maître d'œuvre, sauf indication particulière précisées ci-dessous le cas échéant.

Documents à produire	Délais d'établissement des documents d'études
DIAG	11 semaines après notification de l'ordre de service de démarrage du marché par la Maîtrise d'Ouvrage (notification du marché)
APS	8 semaines après acceptation de la reprise d'Esquisse et du DIAG par la Maîtrise d'Ouvrage
APD	7 semaines après acceptation de l'APS par la Maîtrise d'Ouvrage
PRO	5 semaines après acceptation de l'APD par la Maîtrise d'Ouvrage
ACT - Etablissement DCE (EXE1)	2 semaines après envoi du PRO au Maître d'Ouvrage
ACT - Rapport d'analyse des candidatures et des offres	2 semaines après la date d'ouverture des plis, 5 jours pour les mises à jour du RAO à compter de la formulation des remarques par l'UGA
ACT - Mise au point des contrats de travaux	2 semaines après le choix des entreprises par le Maître d'Ouvrage
EXE2 - Etudes d'exécution	Au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Diffusion afin de respecter les délais d'analyse du CT en vue d'obtenir un avis favorable et de permettre aux entreprises de réaliser leurs plans de chantier qui eux même doivent être validés favorablement par le CT.
AOR - Proposition de Réception (délai à compter de la date des OPR)	Selon l'article 41 du CCAG travaux (5 jours)
AOR - Proposition de levée des réserves	15 jours après expiration du délai de levée des réserves (cf. article 41 du CCAG travaux)

Le délai du premier élément de mission à réaliser court à compter de la notification du marché ou de la date de commencement d'exécution fixée par ordre de service de démarrage comme indiqué ci-dessus.

Le point de départ des autres éléments de mission est constitué par l'**acceptation expresse** par le maître d'ouvrage ou son représentant de l'élément de mission qui le précède compte tenu des délais d'acceptation fixés à l'article 3.5 ci-après ou de l'ordre de service de commencer la mission suivante. Ces dispositions sont applicables jusqu'à l'élément de mission ACT, phase "Etablissement du dossier de consultation".

Pour le rapport d'analyse des offres et la mise au point des contrats de travaux, le délai court à compter de la remise des offres.

Pour les missions EXE et VISA, les délais courent à compter de la date de remise des documents par les entreprises.



### 3.5. Délai d'acceptation

Le délai maximal d'acceptation prévisionnel dans lequel le maître d'ouvrage ou son représentant procédera à l'acceptation des documents d'études est de deux mois à compter de la date de remise de ces documents au maître d'ouvrage ou son représentant.

**L'absence de réponse du maître d'ouvrage** ou de son représentant dans les délais ci-dessus **vaut refus** d'acceptation du document d'études.

À noter que, selon les conditions d'engagement du maître d'œuvre telles qu'elles résultent de l'article 4 du présent acte d'engagement, **l'approbation de l'APS ou de l'APD devra faire l'objet d'une acceptation par le maître de l'ouvrage.**

### 3.6. Dossiers à fournir par le maître d'œuvre

Les documents à remettre par le titulaire au cours de l'exécution du marché sont remis sur le ou les supports suivants :

- Support papier, fournir les documents suivants :
  - 3 exemplaires pour le Diag,
  - 3 exemplaires pour les études d'avant-projet sommaire,
  - 3 exemplaires pour les études d'avant-projet définitif,
  - 8 exemplaires pour le dossier de permis de construire, ou AT et DP,
  - 2 exemplaires pour les études de projet,
  - 2 exemplaire pour le(s) dossier(s) de consultation,
  - 3 exemplaires pour le(s) rapport(s) d'analyse des offres,
  - 1 exemplaires pour la mise au point du (des) marché(s) de travaux,
  - 2 exemplaires pour les études d'exécution,
  - 2 exemplaires pour les dossiers remis après réception (DOE, etc).
- Support physique électronique (CR ROM ou support mémoire USB) pour tous les documents produits.

Pour satisfaire à cette obligation tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

  - standard .zip
  - Adobe® Acrobat® .pdf
  - Rich Text Format .rtf
  - .docx ou .xlsx ou .pptx
  - le cas échéant, le format DWF
  - ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif

Le maître d'œuvre est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le maître d'œuvre devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au maître d'ouvrage ou son représentant, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 10 jours. En cas de retard dans la transmission de ce support, le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au maître d'œuvre de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

EL.

#### 4. ENGAGEMENT SUR LE COUT DES TRAVAUX

Estimation des travaux fixée par le maître d'ouvrage est de (montant HT) :

- 4 400 000 € pour la tranche ferme ;
- 1 400 000 € pour la tranche optionnelle ;

Mois d'établissement des estimations : Juillet 2019

L'article 10.1 du CCAP détermine l'engagement du maître d'œuvre au respect de ces estimations.

L'engagement du maître d'œuvre de respecter le coût prévisionnel des travaux sera arrêté à la remise de l'APD.

#### 5. SEUILS DE TOLERANCE

Les seuils de tolérance sont fixés aux articles 10.2 et 10.3 du CCAP.

#### 6. MONTANT DES HONORAIRES

##### 6.1. Montant forfaitaire de la rémunération du maître d'œuvre

La décomposition du prix par tranche est la suivante :

	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC
Tranche ferme	515 037,50 €	103 007,50 €	618 045,00 €
Tranche optionnelle 1	177 630,00 €	35 526,00 €	213 156,00 €
Total général	692 667,50 €	138 533,50 €	831 201,00 €

- Tranche ferme - en toutes lettres
  - . montant H.T. : cinq cent quinze mille trente sept euros et cinquante centimes
  - . au taux de T.V.A. de : 20%                      Montant : cent trois mille sept euros et cinquante centimes
  - . montant T.T.C. : six cent dix huit mille quarante cinq euros
- Tranche optionnelle I - en toutes lettres
  - . montant H.T. : cent soixante dix sept mille six cent trente euros
  - . au taux de T.V.A. de : 20%                      Montant : trente cinq mille cinq cent vingt six euros
  - . montant T.T.C. : deux cent treize mille cent cinquante six euros
- TOTAL GENERAL - en toutes lettres
  - . montant H.T. : six cent quatre vingt douze mille six cent soixante sept euros et cinquante centimes
  - . au taux de T.V.A. de : 20%                      Montant : cent trente huit mille cinq cent trente trois euros et cinquante centimes
  - . montant T.T.C. : huit cent trente et un mille deux cent un euros

Ce montant est **provisoire**

La rémunération définitive du maître d'œuvre sera arrêtée par voie d'avenant au plus tard au moment de l'engagement sur le coût des travaux, défini à l'article 4 ci-dessus.

Cette modification du marché public interviendra en application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

La négociation de l'avenant arrêtant le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre tient compte de l'évolution de l'étendue de la mission, de son degré de complexité et du coût prévisionnel des travaux.



### **Rémunération au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle :**

Le montant indiqué ci-dessus inclut la rémunération forfaitaire versée au maître d'œuvre au titre des droits de propriété intellectuelle, dont le montant est fixé à 10% du prix du marché hors taxe.

Dans l'hypothèse où le titulaire est un groupement de maîtrise d'œuvre, la rémunération au titre des droits de propriété intellectuelle est incluse dans les montants identifiés dans la répartition ci-dessous.

**Versement de la rémunération du mandataire du groupement :** la rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

### **6.2. Décomposition du prix forfaitaire par élément de mission et par cotraitant en cas de groupement conjoint le cas échéant**

La rémunération par cotraitant et élément de mission est décomposée dans le tableau figurant en annexe 2 à l'acte d'engagement.

### **6.3. Conséquence financière de la non exécution ou de l'exécution d'une tranche optionnelle : application d'une indemnité de dédit ou d'un rabais**

#### **6.3.1. Indemnité de dédit en cas de non exécution d'une tranche optionnelle**

**En cas de non-exécution d'une tranche optionnelle**, il ne sera pas fait application d'une **indemnité de dédit**.

#### **6.3.2. Rabais en cas d'exécution d'une tranche optionnelle**

**En cas d'exécution d'une tranche optionnelle**, il ne sera pas fait application d'un **rabais**.

### **6.4. Prise en compte de l'indemnisation**

Le montant de la rémunération fixée à l'article 6.1 du présent acte d'engagement rémunère le maître d'œuvre pour l'ensemble des missions confiées définies à l'article 3, y compris indemnité au titre de la consultation de maîtrise d'œuvre.

## **7. FORME DU PRIX**

Les conditions de variation de prix sont définies à l'article 4 du CCAP. Le marché est passé à prix révisable.

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de **Novembre 2019** (mois mo).

## **8. SOUS-TRAITANCE**

- Le titulaire :

☐ n'envisage pas de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

☐ envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

Les prestataire, mandataire et cotraitants tiendront compte des sommes qu'ils auront reçues au titre de l'indemnisation pour déterminer les prestations et sommes susceptibles d'être sous-traitées.

- Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le titulaire, mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement et les noms de ces sous-traitants ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.



Le titulaire annexe au présent acte d'engagement les actes spéciaux de chacun des sous-traitants (cf. modèle ci-joint). Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

☐ **Cas d'une entreprise unique :**

Nature de la prestation (*)	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation T.T.C.
	<b>TOTAL =</b>	

(\*) avec indication de la tranche concernée en cas de marché à tranches

☐ **Cas d'un groupement :**

Nature de la prestation (*) et cotraitant concerné	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation TTC
1 <sup>er</sup> cotraitant :	.....	.....
2 <sup>ème</sup> cotraitant :	.....	.....
3 <sup>ème</sup> cotraitant :	.....	.....
..... :	.....	.....

(\*) avec indication de la tranche concernée en cas de marché à tranches

## 9. AVANCE

Le marché fait l'objet d'une avance

Le Titulaire unique,

ou le mandataire du groupement conjoint,

ou le mandataire du groupement solidaire (au nom du groupement en l'absence de répartition des paiements)

..... ☐ accepte de percevoir l'avance  
**CHABAL ARCHITECTES** ..... ☒ refuse de percevoir l'avance

En cas de groupement avec répartition des paiements :

2<sup>ème</sup> cotraitant, l'entreprise **SORAETEC** ..... ☐ accepte de percevoir l'avance  
 ..... ☒ refuse de percevoir l'avance  
 3<sup>ème</sup> cotraitant, l'entreprise **CET** ..... ☐ accepte de percevoir l'avance  
 ..... ☒ refuse de percevoir l'avance  
 4<sup>ème</sup> cotraitant, l'entreprise **PE2C** ..... ☐ accepte de percevoir l'avance  
 ..... ☒ refuse de percevoir l'avance  
 5<sup>ème</sup> cotraitant, l'entreprise **CANOPÉE** ..... ☐ accepte de percevoir l'avance  
 ..... ☒ refuse de percevoir l'avance  
 6<sup>ème</sup> cotraitant, l'entreprise **E.A.I.** ..... ☐ accepte de percevoir l'avance  
 ..... ☒ refuse de percevoir l'avance  
 7<sup>ème</sup> cotraitant, l'entreprise **H2MPC** ..... ☐ accepte de percevoir l'avance  
 ..... ☒ refuse de percevoir l'avance  
 8<sup>ème</sup> cotraitant, l'entreprise **PROMAN** ..... ☐ accepte de percevoir l'avance  
 ..... ☒ refuse de percevoir l'avance  
 9<sup>ème</sup> cotraitant, l'entreprise **MINOS Group** ..... ☐ accepte de percevoir l'avance  
 ..... ☒ refuse de percevoir l'avance

*EL*

## 10. REGLEMENT DES COMPTES

### 10.1. Règlements

☐ **Cas d'un titulaire unique**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché par virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☒ **Cas d'un groupement conjoint**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché, selon la répartition définie à l'article 6.2 ci-dessus par virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint (joindre les RIB)

DESIGNATION DU COTRAITANT	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise : CHABAL ARCHITECTES Raison sociale : SARL Adresse : 8, Rue Charles Testoud - 38000 GRENOBLE	Domiciliation : Code établissement Code guichet Numéro de compte Clé RIB 13906 00030 63072300000 51 IBAN : FR76 1390 6000 3063 0723 0000 051
Nom de l'entreprise : SORAETEC Raison sociale : SAS Adresse : 2, Rue de la Viscose – 38130 ECHIROLLES	Domiciliation : Code établissement Code guichet Numéro de compte Clé RIB 16807 00101 00121076483 03 IBAN : FR76 1680 7001 0100 1210 7648 303
Nom de l'entreprise : CET Raison sociale : SARL Adresse : 47, Chemin de la Taillat - 38240 MEYLAN	Domiciliation : Code établissement Code guichet Numéro de compte Clé RIB 16807 00133 03321005424 60 IBAN : FR76 1680 7001 3303 3210 0542 460
Nom de l'entreprise : PE2C Raison sociale : EURL Adresse : 76, Rue d'Italie – 38490 LES ABRETS	Domiciliation : Code établissement Code guichet Numéro de compte Clé RIB 16807 00102 06021415917 11 IBAN : FR76 1680 7001 0206 0214 1591 711
Nom de l'entreprise : CANOPEE Raison sociale : SARL Adresse : 47, Chemin de la Taillat - 38240 MEYLAN	Domiciliation : Code établissement Code guichet Numéro de compte Clé RIB 10468 02493 19411800200 18 IBAN : FR76 1046 8024 9319 4118 0020 018

Nom de l'entreprise : E.A.I (Europe Acoustique Ingénierie) Raison sociale : SARL Adresse : 22, Rue Ludovic Bonin – Bât K - 69200 VÉNISSIEUX	<b>Domiciliation :</b> <b>Code établissement Code guichet Numéro de compte Clé RIB</b> 16807 00400 81774147218 63 <b>IBAN : FR76 1680 7004 0081 7741 4721 863</b>
Nom de l'entreprise : H2MPC Raison sociale : SARL Adresse : Le Mollard – 38700 LE SAPPEY EN CHARTREUSE	<b>Domiciliation :</b> <b>Code établissement Code guichet Numéro de compte Clé RIB</b> 30004 01285 00010073543 94 <b>IBAN : FR76 3000 4012 8500 0100 7354 394</b>
Nom de l'entreprise : PROMAN Raison sociale : SARL Adresse : 27, Allée Albert Sylvestre - 73000 CHAMBÉRY	<b>Domiciliation :</b> <b>Code établissement Code guichet Numéro de compte Clé RIB</b> 16807 00001 31366784218 58 <b>IBAN : FR76 1680 7000 0131 3667 8421 858</b>
Nom de l'entreprise : MINOS Group Raison sociale : SARL ALPIDIAG Adresse : 3, Rue des Pins – 38100 GRENOBLE	<b>Domiciliation :</b> <b>Code établissement Code guichet Numéro de compte Clé RIB</b> 13906 00218 85022728542 19 <b>IBAN : FR76 1390 6002 1885 0227 2854 219</b>

## 10.2. Délai de paiement

**Le délai maximum de paiement des avances** est de 30 (trente) jours, à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- notification du marché valant démarrage de la prestation,
- date de fourniture de la garantie le cas échéant

**Le délai de paiement des acomptes** est de 30 (trente) jours, à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'ouvrage ou son représentant.

**Le délai maximum de paiement du solde** est de 30 (trente) jours, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article 6.3 du CCAP.

## 10.3. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## 11. PIÈCES À PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les conditions prévues au règlement de consultation.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra produire au pouvoir adjudicateur ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants à l'attribution du marché.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées au CCAP.



Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature ou son offre, l'attestation d'assurance civile professionnelle en cours de validité, sera à remettre dans le délai mentionné au RDC.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

En cas d'attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés.

Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au maître d'ouvrage une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

A noter : Le candidat procède à la signature de l'acte d'engagement au stade de la remise de son offre ou après attribution du marché selon les modalités prévues au règlement de la consultation.

Fait en un seul original

A Grenoble

le 10 février 2020

Mention(s) manuscrite(s) "Lu et approuvé"

Signature(s) du (ou des) prestataire(s)

Lu et approuvé



**Chabal Architectes**

8 rue Charles Testoud – 38000 Grenoble

Tél 04 76 47 00 76 – Fax 04 76 12 25 48

info@chabal.fr

Capital social 50 000 € – 385 291 737 RCS Grenoble

## 12. ACCEPTATION DE L'OFFRE

La présente offre est acceptée.

Les sous-traitants proposés à l'article 8 ci-dessus sont acceptés comme ayant droit au paiement direct dans les conditions indiquées

A Gières

Le 12/02/2020

Le pouvoir adjudicateur

Signature :



Liste des pièces en annexe :

- Annexe 1 : Décomposition du prix et des temps prévisionnels par élément de mission et par cotraitant
- Annexe 2 : DC4 – Déclaration de sous-traitance